



Centre Europe - Tiers Monde

Centre de recherches et de publications sur les relations entre le Tiers Monde et l'Europe

Rue Amat 6
CH-1202 Genève
Tel. +41 (0)22 731 59 63
E-mail: contact@cetim.ch
Site Web: www.cetim.ch

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Workshop on promoting and protecting economic, social and cultural rights within the context of addressing inequalities in the recovery from the COVID-19 pandemic
(6-8 février 2023)

Session 6: Promotion and protection of economic, social and cultural rights by the Human Rights Council

Intervention orale du CETIM

Dans le cadre de ce débat, nous souhaitons attirer votre attention sur un fléau mondial à propos duquel le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme ne cesse de tirer la sonnette d'alarme depuis la création de ce mandat en 1993 : la montée des partis et mouvements politiques clairement racistes et xénophobes. Certains d'entre eux d'ailleurs sont arrivés au pouvoir dans plusieurs pays répartis sur différents continents, y compris en Europe.

En parallèle, on observe avec inquiétude l'augmentation des dépenses militaires ces dernières années dans de nombreux pays. Une telle augmentation s'accompagne bien souvent de coupes budgétaires dans les domaines de la santé publique, de l'éducation, du logement pour les personnes dans le besoin, mais aussi dans les programmes sociaux en général et dans l'investissement pour le développement rural tel que le soutien à la paysannerie familiale qui nourrit pourtant l'écrasante majorité de l'humanité.

La militarisation des sociétés signifie des risques de guerre. La guerre signifie destruction et souffrance pour les populations concernées et aboutit pratiquement toujours aux violations massives de tous les droits humains de ces populations, comme nous le démontront de multiples conflits armés à travers le monde.

Comme chacun le sait, les discriminations et les violations des droits humains d'aujourd'hui feront le lit des conflits de demain, tout comme celles d'hier se sont transformées en guerres ouvertes aujourd'hui dans différentes régions du monde.

On ne répétera jamais assez que le respect des droits humains en général et la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels en particulier sont des antidotes aux discours haineux, belliqueux, racistes et xénophobes. C'est pourquoi, les collectivités publiques ont tout intérêt à investir dans l'éducation aux droits humains et dans la mise en œuvre de **tous** les droits ; aussi bien les droits économiques, sociaux et culturels que les droits civils et politiques, sans oublier le droit au développement.

Le Conseil des droits de l'homme et le Haut-Commissariat doivent s'engager concrètement pour combattre cette tendance afin de préserver la démocratie et les droits humains.

Genève, le 8 février 2023